

De l'initiative saoudienne au plan arabe de paix

Ambassade d'Israël, mars 2007

L'origine de « l'initiative saoudienne »

Le 17 février 2002, paraissait un éditorial dans le *New York Times* signé du journaliste américain Thomas Friedman. Ce dernier rapporte une discussion qu'il a eue avec le prince héritier saoudien Abdallah ibn Abdelaziz (aujourd'hui Roi depuis le décès du Roi Fahd en 2005).

The New York Times

Dans cet entretien, le prince Abdallah d'Arabie Saoudite propose une reconnaissance globale d'Israël par le monde arabe et une normalisation des relations, en échange d'un retrait total des territoires occupés depuis 1967.



Le Prince saoudien Abdallah Ben Abdelaziz

De « l'initiative » au « plan »

Abdallah lui-même a jugé par la suite cette initiative comme devant être placée dans un tiroir. Mais la suite des événements le dépassèrent : certains pays arabes d'importance, ainsi que de nombreux pays occidentaux, Union Européenne en tête, suivie par l'administration Bush, et même certains Israéliens, en firent un « texte pratiquement déposé ». L'idée saoudienne du prince fut alors dénommée « le plan saoudien ».

Le président israélien, Moshe Katsav, lança même une invitation au prince Abdallah pour venir à Jérusalem y exposer son plan, et se déclara prêt à se rendre lui-même en Arabie Saoudite. Le prince déclina les deux propositions (*Le Soir*, 28 février 2002).

Les Saoudiens avaient déjà entrepris une telle initiative voilà 20 ans, en 1981 (par la voie du prince Saoud al-Fayçal, ministre des Affaires étrangères). Mais en contrepartie du retrait israélien de tous les territoires occupés en 1967 et de la création d'un Etat palestinien, la perspective de devoir reconnaître Israël en cas d'acceptation avait poussé l'Arabie Saoudite par la suite à ne pas confirmer son ouverture.

Toujours est-il que la démarche saoudienne positionne d'emblée la résolution du conflit israélo-palestinien dans une perspective plus globale avec le monde arabe. De fait, les conflits des années 1920 et 1930 et les guerres de 1948, 1956, 1967, 1973, 2006 sont des conflits israélo-arabes. Le monde arabe est également présent dans l'assistance à certains groupes palestiniens.

Réticences arabes

Dans sa forme initiale, l'initiative saoudienne soulève plus de réticences dans le monde arabe que d'enthousiasme.

« Le Président Hosni Moubarak [**Egypte**] a décrit le plan de paix pour le Proche Orient, esquissé par l'Arabie Saoudite, comme n'étant ni innovateur ni susceptible de fonctionner. » (Washington Times, 28 février 2002)

« **La Syrie** a émis à l'issue d'une réunion d'urgence du président Bachar el-Assad avec ses alliés libanais à Beyrouth, de fortes réserves sur l'initiative de paix saoudienne préconisant une normalisation des relations arabo-israéliennes en échange d'un retrait de l'Etat hébreu de tous les territoires occupés depuis 1967.

Dans une déclaration syro-libanaise, Assad affirme qu'il ne peut en aucun cas y avoir de compromis sur le droit au retour des réfugiés palestiniens vers leurs terres, ajoutant que les pays arabes devraient tous soutenir l'intifada qui fait rage depuis septembre 2000. » (Reuters, 3 mars 2002)

« (...) La **Libye** du colonel Mouammar Kadhafi, où s'est rendu précipitamment le secrétaire général de la Ligue arabe, l'Egyptien Amr Moussa, a déjà fait connaître son rejet [du plan saoudien] et menace de quitter l'organisation arabe. » (Reuters, 3 mars 2002)

Evolution du plan saoudien

« (...) L'initiative saoudienne a évolué jusqu'à devenir ce qui est connu officiellement sous le nom d' "initiative arabe de la paix". Il est important de comprendre comment les choses en sont arrivées là, et quels sont les avantages et les inconvénients présentés par cette évolution : quand l'initiative saoudienne a été rendue publique pour la première fois, elle comportait deux avantages évidents : son caractère positif (pour la première fois, un pays comme l'Arabie Saoudite adoptait l'idée de la normalisation des relations avec Israël) et son aspect clair et net : la normalisation totale contre le retrait total. En même temps se posaient quelques questions de fond : comment transformer en plan politique une formule aussi simple ? Le plan ferait-il l'unanimité des Etats arabes ? Et si c'était effectivement le cas, comment employer ce nouvel horizon diplomatique pour briser le cycle de la violence ? » écrivait le professeur Itamar Rabinovich dans un article publié par le quotidien *Haaretz* (7 avril 2002).

[Itamar Rabinovich est président de l'université de Tel-Aviv, ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis (1993-96), chargé des négociations avec la Syrie sous Rabin, personnalité importante du camp israélien de la paix et spécialiste renommé de l'histoire du Moyen-Orient].



Le Prof. Itamar Rabinovich

De fait, face à la réticence de nombreux pays arabes, l'Arabie Saoudite modifie sa proposition de normalisation entre Israël et les pays arabes : le dimanche 10 mars 2002, « le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal, a déclaré à la presse, qu'un "retrait total" d'Israël des territoires arabes selon les résolutions des Nations unies apporterait "une paix globale" dans la région. (...) La proposition saoudienne lancée le 17 février par le prince héritier Abdallah ben Abdel Aziz prévoyait "une normalisation complète" des relations entre pays arabes et Israël, contre un retrait israélien total des territoires occupés depuis 1967. Selon des diplomates arabes, l'Arabie Saoudite a accepté une demande de la Syrie d'introduire le terme "paix globale", de préférence à "normalisation complète", car la nouvelle formulation se réfère à des liens diplomatiques, ou de gouvernement à gouvernement, plutôt que des liens de peuple à peuple. (...) Réagissant à cette modification, un porte-parole du premier ministre israélien Ariel Sharon, Avi Pazner, a estimé qu'après ce changement, "il ne restera rien" de l'initiative saoudienne. "Le seul élément nouveau était justement l'offre d'une normalisation dans le cadre d'un accord de paix. » (AFP [extraits] – 11 mars 2002)

De plus, la notion de « droit au retour des réfugiés palestiniens », absente de l'initiative originale, va faire son apparition.

Les 27 et 28 mars 2002 a lieu le sommet de la Ligue Arabe à Beyrouth (Liban), au cours de laquelle l'initiative saoudienne va de nouveau subir des transformations.

Itamar Rabinovich (Haaretz, 7 avril 2002) évoque cette **déformation de l'initiative saoudienne**. Voici quelques extraits de l'article (article complet : [lire](#)) :



« (...) la proposition relativement souple du document lu par Amr Moussa, Secrétaire général de la Ligue arabe, concernant le retour des réfugiés, a été neutralisée par l'exigence explicite [de l'application] du droit de retour, formulée dans un discours parallèle, le "discours de Beyrouth", par le ministre des Affaires étrangères libanais.

(...) Dans une conférence de presse jointe des ministres des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite et du Liban, Amr Moussa a lu le texte de "l'initiative de paix saoudienne, dorénavant connue sous le nom "d'initiative arabe de la paix"". Le Conseil de la ligue arabe a ajouté deux conditions à l'initiative de paix saoudienne selon laquelle les Etats arabes établiraient des relations normales avec Israël en échange du retour absolu aux frontières de 1967 et de la création d'un Etat palestinien souverain ayant Jérusalem Est pour capitale, lesquelles sont : le retrait des territoires "encore occupés par Israël au Sud Liban" et une solution juste et

acceptée de tous au problème des réfugiés, sur la base de la Résolution 194 (décembre 1948) de l'Assemblée générale des Nations unies. Si Israël accepte ces conditions, les Etats arabes considèreront que le conflit a pris fin et établiront des relations normales avec Israël.

Toutefois, en même temps que fut faite cette déclaration, la conférence du sommet a publié une déclaration finale insistant entre autres sur le fait qu'Israël doit permettre [aux Palestiniens] d'exercer tous leurs droits, y compris le droit de retour des réfugiés palestiniens, sur la base de résolutions internationales légitimes et des principes de la loi internationale, incluant la Résolution 194 de l'Assemblée générale. (...)

Si la déclaration de M. Moussa permettait une certaine souplesse d'interprétation de l'expression 'droit de retour', ce ne fut pas le cas de la déclaration finale du sommet. (...) En d'autres termes, si le sommet arabe brandit la normalisation à 'la fin du conflit' d'une main, de l'autre main il tend les formulations habituelles, qui donnent libre cours au combat, même après la signature d'un accord. »

Pour conclure, cette demande insistante du « droit au retour » pour les réfugiés palestiniens, y compris leur descendance, – réfugiés dont les Etats arabes portent une lourde responsabilité (1) - à venir s'installer en Israël plutôt que dans l'Etat palestinien à créer est l'élément le plus sûr d'une pérennisation du conflit.

(1) Lire notamment « [Le problème des réfugiés de Palestine](#) », Le Monde, 1951 et « [Palestine, le préjudice des erreurs historiques](#) », Libération, 18 janvier 2007

Notes

Les résolutions de l'ONU ([194](#), [242](#) etc.) ne parlent jamais de « droit au retour » des réfugiés. Lire : « [Le "Droit au retour" au regard des résolutions de l'ONU](#) »

A lire (en français) :

Réactions arabes à l'initiative de paix saoudienne : [1^{ère} partie](#) (MEMRI)

Réactions arabes à l'initiative de paix saoudienne : [2^{ème} partie](#) (MEMRI)

Compléments (en anglais, tirés de Haaretz)

[The Beirut Declaration - The Arab Peace Initiative](#)

[Draft text of the Saudi initiative](#)

[Arab League adopts Saudi peace initiative \(29/03/2002\)](#)

[Sharon tells cabinet: Saudi plan threatens Israel's security \(04/03/02\)](#)

Background:

[Handling the Saudi plan with care \(01/03/02\)](#)

[Katsav goes out on limb to stump for Saudi plan \(27/02/02\)](#)

[U.S. looking to promote Saudi peace initiative \(24/02/02\)](#)

[Interest in Saudi peace initiative grows, gets U.S., Egyptian backing \(21/02/02\)](#)

Analysis:

[Two Abdullah plans, one solution \(09/05/02\)](#)

[They didn't quite meet eye-to-eye \(28/04/02\)](#)

[Abdullah meets Bush from a position of strength\(25/04/02\)](#)

[Good morning, Abdullah \(27/03/02\)](#)

[Handling the Saudi plan with care \(25/03/02\)](#)

[Nice idea but not a plan \(27/02/02\)](#)

[Abdullah's proposal takes everyone by surprise \(26/02/02\)](#)

[The Saudi initiative waits for an American initiative \(26/02/02\)](#)

Opinion:

[Editorial / A positive message from Sharm el Sheikh \(13/05/02\)](#)

[The warped Saudi initiative \(07/04/02\)](#)

[An offer we must not reject \(04/04/02\)](#)

[Editorial / An important Saudi initiative \(26/02/02\)](#)

[The Saudi gauntlet should be picked up \(26/02/02\)](#)

[Pay attention to Saudi Arabia \(19/02/02\)](#)